N° 4

SUPPLÉMENT SPÉCIAL AU N° 483 BIS DE « L'EXPRESS » DU 15 SEPTEMBRE 1960.

LETTRE D'INFORMATION

Voici le texte intégral de l'éditorial de Jean-Jacques Servan-Schreiber intitulé « Lettre d'un non-déserteur », qui a motivé la saisie du numéro 433 de « L'Express » sur ordre du ministère des Armées. Nos abonnés, à qui est fait le service spécial de cette « Lettre d'information », seront ainsi complètement informés.

A peine rentré d'un voyage triomphal en Bretagne, le chef de l'Etat fait annoncer par la presse qu'il va repartir, d'ici une quinzaine de jours, dans les départements du Sud-Est. Ce n'est pas un hasard. Ces tournées tiennent lieu de méthode de gouvernement.

Lorsqu'un régime est impuissant à résoudre un problème grave, qui met en jeu la nature même de la collectivité nationale ; lorsque l'Etat, légitime selon l'apparence juridique, n'assume pas la légitimité plus profonde, qui est l'intérêt du peuple ; lorsque, pour ces raisons, un divorce s'établit entre le pouvoir officiel et des citoyens à qui l'instinct patriotique dicte de ne pas se soumettre, le réflexe du chef de l'Etat est de rechercher alors dans les acclamations populaires une caution contre les quelques récalcitrants que l'on baptise « intellectuels » (ou communistes, ou extrémistes, ou rêveurs) pour les isoler de la nation.

Quand les circonstances et la personnalité du chef s'y prêtent, cette méthode fonctionne à merveille. Louis Bonaparte et Philippe Pétain, pour ne prendre que les deux plus illustres précédents, ont démontré, sans difficulté, chaque fois qu'ils l'ont voulu, et jusqu'au bout (le premier jusqu'à l'année 1870 comprise, le second à l'été 1944 encore) que l'on pouvait voiler d'un rideau d'affection personnelle les problèmes qui, en profondeur, minent la vie de la nation.

La comparaison est trop facile ? C'est vrai. Actualisons donc. Pourquoi, en septembre 1960, le pouvoir très populaire, d'après les tournées provinciales, est-il contesté, précaire, dans la conscience intime de citoyens dont il recherche éperdument l'approbation ?

Regardons, parmi ceux qui ont fait et font confiance au chef de l'Etat, l'exemple de trois hommes qui sont sincères et méritent notre considération : Hubert Beuve-Méry, directeur

du « Monde » ; Gaston Defferre, maire de Marseille ; et François Mauriac.

Avant et après la désastreuse conférence du 5 septembre, ils ont tous les trois écrit publiquement ce qu'ils pensaient

« *De Gaulle au pied du mur* », a dit Defferre. « *Un homme seul face à l'enchevêtrement des intérêts et des passions* », écrivit ici François Mauriac. Beuve-Méry s'est exprimé comme eux en écrivant : « *Les Français ne tarderont plus guère à savoir si le monarque... prisonnier des forces qu'il n'a pas assez tôt dominées, n'a fait, comme tant d'autres, mais avec plus de style, que reporter des échéances toujours plus lourdes.* »

Quelles « forces » ? Quel « mur » ? Quels « intérêts » ?

C'EST le secret de Polichinelle, tout le monde, dans les milieux officiels, le sait mais il n'est pas bienséant de le dire : si De Gaulle est immobile c'est que la crainte d'un conflit avec l'Armée l'empêche de bouger. Si Melun a été une parodie, si le 5 septembre a été navrant, c'est qu'il y a incompatibilité entre une négociation sincère de paix et ce que l'état-major est prêt à accepter.

Sauf dans les apparences, qui demeurent légales et civiles, tout se passe comme si l'Armée avait effectivement pris en main la politique du pays.

Au cœur de notre situation, tout est brutal et simple : l'Armée d'active n'est plus au service de l'Etat, l'Etat et les citoyens sont, pour l'essentiel, à son service.

Si cette simplicité n'était pas la vérité, De Gaulle aurait, depuis longtemps déjà, arrêté une guerre qui corrompt la nation et condamne son régime.

Les critères civiques habituels, traditionnels, ceux qui sont dans la structure de conscience de chacun de nous, n'ont plus prise ; brisés par le renversement qui s'est opéré dans les rapports entre le pouvoir public et l'armée de métier. D'où le désarroi des esprits, que chacun de nous peut constater, et dont les manifestations sont maintenant presque quotidiennes.

Chaque jour nous lisons les comptes rendus dans la presse du procès de l'un des « réseaux d'aide » de Français métropolitains aux nationalistes algériens.

La semaine dernière, un manifeste, portant la signature de 121 intellectuels français, a été diffusé. Il proclame le droit à l'insoumission, à la désertion, face à la guerre d'Algérie.

Pour la vingtième fois, peut-être, cette année, une jeune universitaire (cette fois Mlle Zuber, agrégée de philosophie) vient d'être arrêtée pour avoir protégé un militant du F.L.N.

Au début de la semaine, les prêtres de la Mission de France ont diffusé une plaidoirie capitale en faveur de l'un d'eux, l'abbé Corre, poursuivi par le tribunal militaire pour « provocation à l'insoumission et à la désertion »

L'un de nos tout jeunes metteurs en scène, Jean-Luc Godard, sort un film que la censure officielle vient d'interdire, mardi, à la demande de l'état-major. Le premier film qui ait pour sujet central le cauchemar d'une partie de la jeunesse française : torture ? désertion ?

OUI. Où que nous tournions la tête, à moins de fermer les yeux en rêvant aux amours du Chah d'Iran, ou aux délices du duc de Windsor, où que nous portions notre regard, nous retrouvons maintenant l'interrogation, le désarroi, le vertige, le désespoir, la fureur, de quelques Français — leur nombre réduit n'enlève rien — qui ne supportent plus d'assister, moins encore de participer à l'avilissement de la patrie.

Le défenseur de l'abbé Corre, Me Bernardin, déclare : « *Nous avons un fait brutal : les jeunes gens s'interrogent sur leur participation à la guerre d'Algérie. Certains verront dans cette simple interrogation un véritable scandale. Le citoyen ne peut, sans renier son appartenance à la communauté nationale, se refuser à l'obéissance à l'Etat. Cela sans doute est vrai, mais d'une vérité partielle, fragmentaire... Si l'obéissance est une vertu nécessaire, ce n'est qu'à la condition d'être librement consentie, c'est-à-dire dans la mesure où elle est éclairée par une conscience. Si nécessaire que soit l'Etat, ce n'est qu'une réalité seconde par rapport à cette réalité primordiale qu'est la conscience. La nier serait renier les valeurs de notre héritage spirituel, le contenu le plus spécifique de notre conception de la patrie. Si bien qu'en*

définitive le scandale n'est pas que des jeunes s'interrogent sur leur participation à la guerre, c'est l'absence d'interrogation qui serait scandaleuse. »

On avait dit que si De Gaulle, à la rentrée, n'avait accompli aucun acte décisif vers la paix, la désagrégation, l'angoisse des consciences commenceraient à être irrésistibles. Nous y voici.

Le nouveau contingent de jeunes recrues mobilisées pour la « pacification » en Algérie est incorporé. Les appels au secours nous parviennent quotidiennement. J'en prendrai un seul, le dernier, reçu mardi matin, dans le courrier du journal. Il en exprime beaucoup d'autres. Il faut le lire :

« A la caserne où je suis, je lis « L'Express » en me cachant. Un camarade lit « Libération », qu'il encarte dans « Le Figaro ». Un autre lit « Les Temps Modernes » qu'il dissimule sous un protège-livre de cuir.

Chaque matin notre lieutenant nous aligne dans la cour puis il crie : « Fellagha ! » Et nous devons tous crier en réponse : « Boum ! Boum ! »

— « Fellagha !... Boum ! Boum ! »

— « Fellagha !... Boum ! Boum ! »

Nous sommes submergés de tracts de l'armée dont le but est de nous mettre en condition, avant notre départ en Algérie, dans quelques jours.

Je vous écris de Paris où je suis en permission, avant de partir pour les djebels.

Je n'ai jamais « fait » de politique, je veux dire que je n'ai jamais adhéré à aucun parti.

Je lis « L'Express » depuis trois ans. C'est vous, Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui m'avez appris beaucoup de choses dans votre journal : les camps, la torture, etc. Je suis allé voir le film « Nuit et Brouillard » sur les conseils de « L'Express ». J'ai désavoué les déserteurs, les insoumis, ainsi que ceux qu'aujourd'hui l'on juge à Paris, pour avoir aidé les rebelles.

Et puis, j'ai réfléchi, réfléchi...

Je vais peut-être tuer un Algérien d'une balle pacificatrice, je vais peut-être mourir d'une balle rebelle.

Supposons que les deux choses se fassent. (C'est possible, n'est-ce pas?) Les journaux écriront : « Un rebelle tué », ou « Un soldat français assassiné. »

Pour le rebelle on n'épiloguera pas.

Peut-être pour moi on écrira « que je suis mort au champ d'honneur ».

D'honneur, si je meurs, pourquoi ? S'il meurt, l'Algérien que je vais viser, pourquoi ?...

Sans doute, vous attendez-vous à ce que je dise maintenant : « Par conséquent, je ne partirai pas. » Si, je vais partir quand même. Parce que je suis lâche. Oui, lâche !

J'ai peur d'aller en prison pour longtemps, de rompre avec ma famille, mes amis. J'ai peur du scandale.

Toutes ces choses sont certaines. Ma mort n'est pas certaine. Ah ! si des milliers et des milliers de jeunes refusaient cette guerre ! Mais seul !..

Alors, voilà, je pars. Mais pourquoi ? Pourquoi ?... »

MARCEL A.
Soldat de 2e classe.

VOUS qui venez d'entendre ce cri, comment vous en débarrasser ? Marcel A., soldat de 2e classe, qui maintenant est en Algérie, est-il un déséquilibré, un masochiste, un « exhibitionniste du cœur », comme l'a dit une fois pour toutes Robert Lacoste ? Et tous les autres, comme lui, que vous connaissez, qui nous écrivent, qui cherchent une voie pour garder le respect de soi ?

Quelles que puissent être les autres affaires courantes qui occupent notre vie collective et individuelle, celle-là les domine. Celle-là *est* l'époque que nous vivons : elle exige de prendre parti. Se taire, s'abstenir, ignorer c'est aussi prendre parti. Il n'y a pas d'échappatoire. Sur 500.000 jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans qui sont actuellement incorporés, s'il n'y en a que 5.000, s'il n'y en avait que 500 (et il y en a bien davantage) étreints jusqu'à l'angoisse par leur conscience, ceux-là sont *notre* affaire, c'est à nous que leurs appels s'adressent.

Un jeune Français appelé à combattre en Algérie, dans cette guerre du mépris et de la torture, doit-il se soumettre ? Doit-il au contraire, comme obscurément il en est tenté, comme des exemples l'y invitent, refuser et choisir l'insoumission, la désertion ?

S'agissant des choses les plus graves qui soient, il convient de les éclairer avec précision. Beaucoup de

nos camarades, de nos confrères, beaucoup des intellectuels signataires du récent « Manifeste sur l'insoumission », accordent volontiers leur encouragement au refus de vêtir l'uniforme, mais n'acceptent pas de cautionner l'aide au F.L.N. Je crois bien, pourtant, qu'il s'agit là d'une seule et même question ; on ne doit pas le dissimuler si l'on veut répondre honnêtement, en pleine responsabilité.

Accepter, encourager l'insoumission et la désertion c'est dire oui à l'aide active au F.L.N.

Certes, on peut imaginer, théoriquement, un jeune insoumis, un déserteur, qui se tienne à l'écart de la guerre, se contentant de vivre dans le dénuement, et la solitude, son calvaire individuel. Pratiquement, c'est autre chose qui arrive. Il cherche des appuis, des camarades, des soutiens, il cherche très naturellement et très inévitablement à se loger, à se nourrir, à faire quelque chose — à vivre, quoi. On ne traverse pas seul, inactif, inutile, un pareil drame. C'est impossible. D'où la naissance des « réseaux » de soutien. La lettre du jeune soldat Marcel A... nous fait toucher du doigt cet enchaînement.

Qui dit réseaux dit organisation. Qui dit organisation dit moyens matériels et financiers. Et plus l'action est illégale, clandestine, difficile, plus les moyens nécessaires pour la mener et la protéger sont considérables. L'histoire de toutes les résistances l'illustre. Les maquis français de l'intérieur, de 1940 à 1944, n'ont pas seulement tenu sur l'héroïsme. Ils ont eu un besoin vital, permanent, de l'assistance alliée tout au long de la guerre — comme De Gaulle d'ailleurs.

On peut imaginer qu'une résistance clandestine se crée, et tente de subsister, sans aucune aide extérieure. Mais les difficultés sont telles, la paralysie si menaçante, que s'il se présente une possibilité d'aide, offerte par des gens qui s'opposent au même adversaire — dans le cas actuel : l'autorité militaire française — on ne la refuse pas. C'est irrésistible.

Des idéalistes croient qu'on peut s'insoumettre ou déserter, et rester — purs — à l'écart du conflit entre l'armée française et le F.L.N. Les hommes plus avertis — comme Francis Jeanson — savent que c'est une utopie. Ils l'ont démontré. Le F.L.N. met une telle organisation (en France et dans toute l'Afrique du Nord), de tels moyens techniques et financiers, de telles possibilités d'action efficaces à la disposition de ceux qui ont choisi, avec un courage fou, d'être hors la loi française, que leur rencontre, leur collaboration est inévitable.

L'ETAU se resserre sur vous et sur moi. L'exigence morale de certains jeunes Français qui se refusent à « pacifier » le peuple algérien — on sait par quelles méthodes — sous les ordres du parti militaire, s'impose à chacun de nous. Mais répondre à cette exigence en préconisant la désertion c'est cautionner, finalement, l'aide active au F.L.N. Terrible dilemme.

Certains l'ont résolu en estimant que la première exigence (ne pas être complice des pacificateurs) est tellement plus forte que la seconde (répugnance à devenir F.L.N.) qu'il faut prendre le risque. Ils ont du courage. En raison du respect qu'ils méritent nous dirons sans équivoque, aujourd'hui encore, que nous n'approuvons pas leur choix.

On n'entraînera pas des milliers de jeunes Français vers l'aide active au F.L.N., seulement une poignée de désespérés. Et si même, par une folle hypothèse, on pensait pouvoir les y entraîner, que resterait-il de l'idée de nation ? En quoi servirions-nous l'avenir, le leur et le nôtre ? Ce n'est pas sur le nationalisme algérien que l'on reconstruira la France.

L'étau donc nous étreint. Nous ne pouvons pas éviter de répondre à la question que nous jettent, comme le non-déserteur Marcel A., tant de jeunes hommes à la porte des casernes. Nous n'acceptons pas de participer à l'action du F.L.N. ; mais nous nous sentons entièrement engagés par ceux d'entre les jeunes qui ont aujourd'hui la lucidité et le courage de ne pas accepter la soumission passive : y a-t-il alors une réponse ? Y a-t-il une voie ? Y a-t-il une manière de les aider, une manière, surtout, de transformer le courage des meilleurs en ferment pour l'avenir au lieu de le gaspiller ?

CAR il ne s'agit plus du sort de quelques centaines ou quelques milliers de jeunes mobilisés. Il s'agit de nous tous. En répondant à la question qu'ils nous imposent, nous répondons de la France. C'est par eux, autour de ceux du contingent, de la jeunesse, des citoyens de 20 ans envoyés, classe après classe, en Algérie, que nous pouvons faire que cette guerre conduise irrémédiablement au déclin du pays ou soit l'occasion brutale d'un renouveau. Nous devons accepter qu'ils s'avilissent — et ce serait notre abdication à tous — ou bien agir pour forcer, avec eux, la voie d'un autre destin.

Au problème ainsi posé, je crois qu'une réponse existe qui nous permette d'intervenir et de participer. La désertion, c'est l'aventure individuelle, désespérée, c'est l'impasse pour l'homme et pour la nation. C'est au non-déserteur que nous allons essayer de répondre, la semaine prochaine, en lui proposant, et à tous nos lecteurs, une autre forme d'action — dont l'intention et l'effet soient non seulement de sauver des consciences, mais de modifier l'Histoire.

J.-J. S.-S.

COPYRIGHT RÉSERVÉ

(CETTE « LETTRE D'INFORMATION » DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME STRICTEMENT PERSONNELLE : ELLE NE PEUT ÊTRE REPRODUITE NI EN TOUT NI EN PARTIE. SON COPYRIGHT EST RÉSERVÉ.)

« L'EXPRESS »
S. A. Presse-Union
Le responsable de la publication :
J.-J. Servan-Schreiber.

Composition de TYPO-ELYSEES, 91, avenue des Champs-Elysées, PARIS.

IMP. WEILL ROBERT - PARIS